

peu de la contrainte qu'elles avaient subi en faisant usage d'une langue qui ne leur était pas familière.

Mais direz-vous, s'il en est ainsi, quels sont donc ceux qui lisent, qui encouragent les nombreuses feuilles françaises publiées aux Etats-Unis ?

Disons tout de suite que la presse canadienne n'est pas aussi florissante qu'elle paraît l'être à première vue, et que les lecteurs canadiens sont assez clair semés. Il n'est pas très prospère, en effet, le journal qui circule dans des centres canadiens représentant une population de vingt-cinq à trente mille âmes, et qui ne peut presque jamais aller au-delà d'une édition hebdomadaire, pendant qu'un centre anglais de dix mille âmes possède son organe quotidien. Et encore, ce journal qui coûte peu de chose, dont le rédacteur est très légèrement retribué, serait vite réduit aux abois s'il n'avait, pour se soutenir, le patronage des marchands américains et les faveurs d'un parti politique.

Un journaliste canadien des Etats-Unis racontait, tout récemment, que sur mille familles dont il avait sollicité l'abonnement, une première famille, une deuxième, puis une autre et d'autres encore, jusqu'au nombre de CINQ CENTS, avaient tour à tour répondu : " Nous ne savons pas le français ; " — " nous ne lisons pas le français ; " — " la femme et les enfants ne lisent pas le français ; " — " nous n'avons pas besoin de journaux français ; " — " ici, nous n'avons besoin que de l'anglais ". Il faut nécessairement admettre que s'il n'y a pas-là du mépris pour le français, il y a au moins une apathie et une ignorance qui ne confirment que trop notre manière de voir.

Que dire maintenant des sociétés nationales ?

Fondées dans un but patriotique, les sociétés nationales devaient, elles aussi, servir de rempart contre l'assimilation et l'ancantissement de notre race, mais la plupart n'ont pas tardé à dévier de leur destination primitive. Aux patriotes ardents et désintéressés qui les ont fondées, ont succédé trop souvent des hommes aux idées mesquines et étroites, qui n'ont vu dans ces associations qu'un marche-pied pour s'élever au-dessus de leurs compatriotes. Ils ont accaparé les postes d'honneur, non pour l'avancement de ces sociétés, mais pour tirer parti, dans l'ordre politique, de l'influence que ces positions leur assuraient sur leurs concitoyens.

D'ailleurs, le nombre des membres des sociétés nationales n'a jamais été proportionné à la population, puisque des centres canadiens de dix mille âmes ne fournissent que cent cinquante à deux cents membres dont une moitié seulement s'occupe des intérêts